

RAPPORT
ANNUEL
SEPTEMBRE 2022

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

OPCVM de droit français

Société de gestion

Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
CACEIS Fund Administration France

Dépositaire

CACEIS BANK

Commissaire aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Sommaire

	Pages
Caractéristiques de l'OPC	3
Compte rendu d'activité	4
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	17
Informations spécifiques	19
Informations réglementaires	20
Certification du Commissaire aux comptes	26
Comptes annuels	31
Bilan Actif	32
Bilan Passif	33
Hors-Bilan	34
Compte de Résultat	35
Annexes aux comptes annuels	36
Règles et méthodes comptables	37
Evolution de l'Actif net	41
Compléments d'information	42
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	50
Inventaire	51
Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon	59
Annexe(s)	60
Caractéristiques de l'OPC (suite)	61

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Classe PM - Code ISIN : (C) FR0013431475

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Actions de pays de la zone euro

En souscrivant à AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE - PM, vous investissez principalement dans des OPC et/ou des actions d'entreprises françaises. Des produits monétaires et obligataires pourront également être sélectionnés.

L'objectif est de réaliser à moyen terme une performance supérieure à celle de son indice de référence le SBF 120 (dividendes réinvestis), représentatif du marché des actions françaises, après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion sélectionne des titres vifs et/ou des OPC mettant en oeuvre des stratégies d'investissement complémentaires dans le but de diversifier les sources de performances potentielles et de réduire la concentration des risques.

Après avoir établi un scénario boursier en s'appuyant sur les analyses internes à la société de gestion, l'équipe de gestion sélectionne les OPC présentant les meilleures opportunités en termes de potentiel de performance. Les OPC sélectionnés sont gérés selon une approche purement fondamentale (analyse approfondie des caractéristiques des entreprises) et/ou selon une approche par les risques (mesure de risques). L'équipe de gestion cherchera donc à construire un portefeuille composé principalement d'OPC de gestion active et d'actions disposant d'un potentiel de performance qui est fonction du niveau de risque calibré par le scénario boursier.

Le fonds pourra être exposé au minimum 60% en de son actif net en actions françaises. Les actions sont émises par des sociétés de toutes capitalisations et sans restriction de secteurs.

Le fonds pourra également être composé d'obligations publiques et privées de la zone euro sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la société de gestion. Pour cette sélection, la gestion ne s'appuie ni exclusivement ni mécaniquement sur les notations des agences. La gestion pourra recourir à des titres ayant une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de Standard & Poors et Fitch ou de Aaa à Baa3 selon Moody's ou jugées équivalentes selon la société de gestion.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage et/ou afin de générer une surexposition pouvant porter l'exposition au-delà de l'actif net du fonds.

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE - PM est éligible au PEA.

L'OPC est géré activement en investissant essentiellement dans des OPC de gestion active. Par construction, les paris spécifiques propres à chaque OPC sous-jacent peuvent être atténués par la diversification des stratégies. Il en ressort que le fonds est plus proche de son indicateur de référence que les OPC dans lesquels il investit. Ainsi la proximité attendue avec l'indicateur de référence n'est pas la conséquence d'une contrainte de gestion, mais de processus d'investissement visant à la diversification des risques.

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

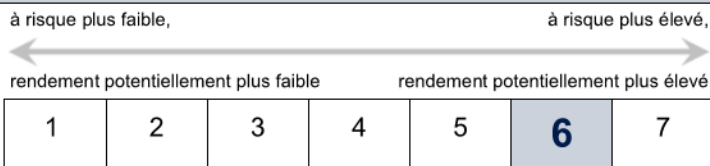
Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de ce FCP reflète principalement le risque du marché des actions françaises sur lequel il est investi.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- **Risque de crédit** : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- **Risque de liquidité** : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.
- **Risque de contrepartie** : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- **L'utilisation de produits complexes** tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du portefeuille.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Compte rendu d'activité

Octobre 2021

Beaucoup d'agitation durant un mois d'octobre marqué par une forte hausse des indices actions et une pentification des courbes de taux. Le MSCI AC s'est adjugé 5.1% en dépit des vents contraires des ruptures de chaînes d'approvisionnements, de la persistance du dérapage de l'inflation et des discours moins accommodants des banques centrales. Le respect des accords de la part l'OPEP+ et l'imminence de l'hiver ont poussé le cours du baril bien au-dessus du cap des 80\$. La remontée des prix de l'énergie s'est traduite par une forte hausse de l'inflation d'octobre en zone euro. Cela introduit des risques baissiers sur la consommation des ménages. Les enquêtes de confiance des consommateurs pour le mois d'octobre ont mis en évidence une forte remontée des anticipations des ménages en termes de prix. En conséquence, ces indicateurs de confiance se sont un peu repliés, en dépit de la poursuite de l'amélioration du sentiment sur le marché du travail. La croissance du PIB du T3 en zone euro est ressortie proche des attentes (2.2% en glissement trimestriel). La consommation a été le principal moteur de la reprise, grâce aux effets de réouverture (notamment pour la demande dans les services). La croissance au T4 devrait ralentir en raison d'une modération de ces effets de réouverture. En France, le SBF120 affiche un gain de 4.53%. Paradoxalement avec la hausse des taux, les secteurs des utilities et de l'immobilier ont surperformé, tout comme les banques et les services financiers. L'automobile est restée sur sa lancée de septembre, les publications trimestrielles confirmant le maintien des marges sur des niveaux élevés. Les valeurs de croissance du Luxe et des cosmétiques sont également reparties de l'avant, portées par des performances commerciales et des niveaux de marges records au troisième trimestre. Les résultats décevants des opérateurs télécoms, l'impact d'une recrudescence de la contagion au Royaume-Uni sur le Transport et loisirs et des effets de base moins favorables dans la distribution ont limité la hausse à la marge. Dans ce contexte, le fonds enregistre une performance sur le mois de 3.93%, en sous-performance face à son indice de référence (4.53%).

Novembre 2021

Un mois riche en événements, dont on retiendra principalement deux événements. D'abord le discours résolument plus « hawkish » à la fois sur le caractère plus durable de la poussée inflationniste à l'œuvre depuis la sortie des confinements et l'accélération de l'agenda de normalisation du « policy mix » de la Fed. Ensuite, le retour de la thématique « pandémie » à la faveur de la remontée des infections dans l'hémisphère nord et de l'émergence du variant « Omicron ». C'est l'annonce du confinement en Autriche le 18 du mois qui a marqué le retournement à la baisse des marchés actions, après que ces derniers aient confirmé le rebond initié début octobre sur la première quinzaine du mois. Il ont fini novembre en baisse. Les indices US, plus riches en valeurs de croissance sensibles au recul des taux longs, ont mieux résisté que leurs homologues européens où la pression sanitaire a par ailleurs été plus forte. Le Brent a perdu plus de 16% en revenant à 70\$ après avoir touché 85\$ fin octobre. En Europe, le Stoxx600 a abandonné 2.5%. Les biais sectoriels l'ont emporté sur les biais pays. Les biais « pandémie » et « baisse des taux » ont pesé beaucoup plus lourd. Le secteur des transports et loisirs a ainsi décroché de plus de 20%. Ceux de l'énergie et des banques de près de 8% reprenant les motifs de février-mars 2020. L'auto (-5.8%) et l'assurance (-4.9%) ont suivi de plus loin, victimes du recul des taux, du violent repli des immatriculations en octobre en Europe et d'un certain nombre d'avertissements sur résultats liés aux pressions sur les marges et aux pénuries de composants. Les secteurs inversement sensibles aux taux, utilities (-0.7%), immobilier (+1.4%) et télécoms (+0.7%), ont permis de limiter la casse. Les biens et services de consommation (+2.6%) et les HPC (+1.3%) ont même échappé à la correction grâce aux très bons chiffres publiés par Hermès et Richemont en début de période et aux vecteurs « livraison à domicile ». Dans ce contexte, le fonds enregistre une performance sur le mois de -2.49%, en sous-performance face à son indice de référence (-1.95%).

Décembre 2021

Une fin d'année en fanfare avec un biais « croissance » assumé. Le MSCI AC s'est adjugé 4% pour retrouver ses plus hauts niveaux historiques. Une nouvelle fois, ce sont ses composantes Europe (+5.2%) et américaine (+4.5% pour le S&P) qui ont tiré. Le Nikkei japonais (+3.5%) et le MSCI EM (+1.9%) ont fait un peu moins bien. Le retour des contraintes sanitaires avec la forte hausse des infections liées au variant Omicron, les ratés des négociations autour du plan « Build Back & Better » de l'administration Biden et la confirmation de l'inflexion du discours ou des actions d'un certain nombre de grandes banques centrales ont tout juste réussi à ralentir le mouvement. S'ils se sont stabilisés aux Etats-Unis, les indicateurs de surprise ont continué de

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

prendre de la hauteur en Europe, en Chine et dans les économies émergentes. Au sein du marché actions en Europe, la performance du secteur Transports & Loisirs a été très bonne. Les investisseurs ont préféré parier sur le retard accumulé depuis le début de l'année et le potentiel de rebond plutôt que sur le coup d'arrêt lié à la réponse sanitaire face au développement du variant Omicron. A l'exception des Boissons & Alimentation et Tabac, ce sont les secteurs cycliques qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu avec les financières qui ont surfé sur la remontée des taux longs. Seule l'énergie a fait un peu moins bien. Les défensives ont donc fermé la marche en compagnie de la technologie. En termes géographiques, le rebond de la couronne suédoise a pesé sur Oslo (+1.7%) alors que la stabilisation de son homologue suédois sur ses plus bas de l'année a logiquement eu l'impact inverse à Stockholm (+7.9%). Les performances ont été assez homogènes parmi les places les plus importantes, le CAC (+6.5%) ayant gardé une petite avance grâce à la bonne tenue de ses poids lourds. Dans ce contexte, le fonds enregistre une performance sur le mois de 5.81%, en sous-performance face à son indice de référence (5.96%).

Janvier 2022

Le CAC 40 clôture le premier mois de l'année en baisse de -2.07% pénalisé par les préoccupations liées aux resserrements des politiques monétaires, les craintes liées à l'inflation, et le conflit géopolitique entre la Russie et l'Ukraine. Sur le front économique, le FMI a abaissé sa prévision de croissance mondiale pour 2022 à +4.4% vs +4.9% pour prendre en compte un ralentissement en Chine et les effets du variant Omicron en Zone Euro. L'inflation 2022 est attendue en hausse de +3.9% dans les économies développées et +5.9% dans les économies émergentes et en développement, avant de ralentir en 2023. Le PIB T4 français a progressé de +0.7% QoQ vs +0.5% consensus ; ce qui porte la croissance du PIB français 2021 de +7% après -8% en 2020. Cependant, la croissance allemande a baissé de -0.7% au T4 vs consensus de -0.3%. Aux US, l'indice "Empire State" est ressorti à -0.7 en janvier après +31.9 en décembre. Du côté des Banques centrales, la Fed signale une hausse des taux en mars et une normalisation du bilan après les hausses. M. Powell suggère que le rythme des hausses peut être plus rapide que celui de 2015, mais que la Fed doit rester "humble et agile" et se laisser guider par les données. Sur les marchés actions, meilleure performance du secteur Énergie portée par la hausse des prix du pétrole, sur le mois le WTI a progressé de +17% clôturant à 88.15\$. Les Banques enregistrent de bonnes performances sur le mois soutenues par la hausse des rendements et la perspective d'une prochaine hausse des taux de la Fed. La Tech performe fortement le marché et est nettement pénalisée par l'environnement économique et les annonces des Banques centrales. Au global la dispersion sectorielle a été extrêmement forte avec plus de 20 points d'écart entre la meilleure et la moins bonne performance. Surperformance des secteurs Value qui ont profité de la hausse du prix des matières premières et des taux, et prises de profits sur les secteurs aux valorisations élevées que sont la Tech, les Capgoods et la Santé. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -2.54%, en légère sous-performance face à son indice de référence (-2.42%).

Février 2022

Forte chute du CAC 40 (-4.9%) en février. Les principaux indices boursiers ont été pénalisés par la transformation en guerre du conflit géopolitique entre la Russie et l'Ukraine. En dépit des discussions engagées avec les Etats-Unis et l'UE, la Russie a décidé de concrétiser ses menaces en envahissant l'Ukraine. A cet effet, les Etats-Unis et l'UE ont annoncé une série de sanctions contre la Russie comme notamment le gel des avoirs financiers russes et l'exclusion de certaines banques du pays du système de transaction international Swift. Sur le front économique, l'inflation continue d'occuper les devants de la scène. Dans la zone Euro, elle a atteint un record en janvier à +5.1% sur un an. Aux US, le PIB a progressé de +7.0% en rythme annualisé sur le T4 2021. Du côté des banques centrales, comme attendu, la BCE a laissé sa politique monétaire inchangée et a confirmé son intention de réduire ses achats d'obligations sur les marchés dans les prochains mois. La Fed a affirmé qu'elle n'agira pas en urgence avant son prochain meeting prévu pour le 15/16 mars. Meilleure performance des secteurs indexés aux matières premières qui ont considérablement progressé tout au long du mois à cause des craintes autour de leur approvisionnement. Le Baril de Brent a dépassé les 100\$. Et le WTI s'en est rapproché. Le prix de l'acier a progressé de près de 15%. Le secteur des Ressources de base affiche la meilleure performance, les secteurs des Utilities et Energy profitent de la forte hausse des prix de l'énergie et du rallye des valeurs renouvelables. Forte sous-performance des secteurs financiers : Assurances et Banques pénalisés par les craintes macroéconomiques et la baisse des taux US/Allemands, qui ont plus que contrebalancé les résultats de bonne qualité. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -4.58%, en ligne avec à son indice de référence (-4.56%).

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Mars 2022

Le CAC 40 clôture le mois de mars avec une performance proche de zéro (+0.02%) après une forte baisse de -4.9% en février. La guerre entre l'Ukraine et la Russie continue d'occuper les devants de la scène. La Russie est fortement pénalisée par les sanctions internationales infligées par les pays occidentaux, notamment la mise en place d'un embargo sur les exportations russes et le retrait d'une grande partie des multinationales jusque-là présentes en Russie. Les oligarques russes sont eux aussi sanctionnés à travers le gel de leurs avoirs en Europe et aux Etats-Unis. Du côté des Banques centrales, le ton est de plus en plus hawkish en raison de la forte hausse de l'inflation dans tous les pays. La Fed a relevé ses taux directeurs de +25bps et envisage encore 5 hausses d'ici décembre. La BCE quant à elle a laissé ses taux inchangés notamment en raison de l'impact significatif de la guerre en Ukraine, mais C. Lagarde annonce que la hausse des taux est proche. La BCE a par ailleurs revu ses prévisions de croissance en baisse à +3.7% en 2022 (vs +4.2% en décembre). Sur le front économique, l'inflation continue d'être au centre des préoccupations. Dans la zone euro, l'inflation a atteint un record à +5.9% sur un an en février, aux Etats-Unis, l'indice CPI ressort à +7.9% sur un an en février ce qui représente la plus forte hausse depuis janvier 1982. Au mois de mars, l'inflation a même progressé de +7.6% sur un an en Allemagne, dopée par l'envolée du prix du pétrole et du gaz, ce qui représente un plus haut depuis 1981. Du côté des secteurs, la meilleure performance est celle du secteur des Matériaux de base aidé par la hausse des prix des matières premières qui profitent de la situation géopolitique. Le secteur des Services Financiers profite de la hausse des taux directeurs des banques centrales américaine et anglaise et des annonces des gouvernements chinois et japonais qui affirment leur soutien aux entreprises et à l'économie. Le secteur Retail a sous-performé pendant le mois de mars à cause des chiffres record de l'inflation ainsi que la baisse de la confiance des consommateurs. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -0.35%, en sous-performance face à son indice de référence (0.13%).

Avril 2022

Le CAC 40 clôture le mois d'avril avec une performance négative de -1.27% dans un contexte macroéconomique instable marqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine et le manque de visibilité sur l'évolution des politiques monétaires des banques centrales provoqué par les pics d'inflation. Les sanctions continuent à peser de plus en plus sur la Russie avec notamment l'interruption des paiements de la dette en dollars provenant des comptes du gouvernement russe dans les banques américaines mais aussi avec les annonces d'embargo sur les importations de charbon russe. Après la forte baisse du dernier du mois, le Nasdaq a enregistré sa pire performance mensuelle depuis octobre 2008, au cours de la crise financière (-13.3%), et le S&P500 a connu son plus mauvais mois depuis mars 2020 et le début de la pandémie (-8.8%). Sur le front économique, le FMI a réduit sa prévision de croissance de la zone euro à +2.8% pour 2022 (vs +4% auparavant) et à +2.3% pour 2023. Le taux d'inflation annuel en zone euro s'établit à +7.5% en mars 2022. Au UK, l'inflation pour le mois de mars atteint +7% (son plus haut depuis 30 ans) et après un mois de février à +6.2%. Aux US, le FMI a réduit sa prévision de croissance pour les Etats-Unis à +3.7% (vs +4% auparavant) et à +2.3% en 2023. Du côté des banques centrales, plusieurs pays tels que la Pologne, le Canada, la Corée du Sud et la Nouvelle Zélande ont relevé leurs taux directeurs afin de contrer l'inflation qui atteint un niveau historique. Cependant, le discours de la FED est plus rigide. J. Powell envisage une hausse des taux de +50bps lors de la réunion du 3 et 4 mai prochain et prévoit de réduire son bilan (aujourd'hui à 8700Mds\$) de -95Mds\$ au maximum par mois. La BCE a maintenu ses taux inchangés (Dépôt à -0.5% et refinancement à 0%). Mais, les membres du conseil des gouverneurs de la BCE adoptent désormais un discours plus hawkish. Les marchés semblent désormais anticiper une hausse de +50bps d'ici septembre. Concernant les secteurs, nous observons une rotation sectorielle en faveur des secteurs défensifs au détriment des secteurs cycliques. La Santé surperforme le dans un contexte de hausse de volatilité et d'aversion au risque liée à la hausse des taux obligataires. Les Utilities profitent de l'annonce d'embargo du Japon et de l'UE sur le charbon russe. Le secteur des Energies continuent de profiter de la hausse des prix du pétrole. La Tech enregistre une mauvaise performance sur le mois, souffre des tensions sur les taux. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -1.18%, en surperformance face à son indice de référence (-1.34%).

Mai 2022

Le CAC 40 affiche une performance de 0.12% sur le mois de mai dans un contexte toujours instable sur le plan macroéconomique et géopolitique, provoqué par l'officialisation de la demande d'adhésion à l'Otan de la Suède et la Finlande mais aussi par le blocage des exportations de ressources alimentaires ukrainiennes par la Russie. La Russie maintient toujours sa volonté d'envahir le territoire Est de l'Ukraine et semble être en

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

bonne position pour atteindre ses objectifs malgré les aides militaires et économiques octroyées à l'Ukraine par l'occident. Le président ukrainien a annoncé qu'il était toujours ouvert pour entamer des pourparlers avec le président russe dans le but d'arrêter la guerre. Sur le front économique, la directrice générale du FMI a déclaré que « l'horizon s'est obscurci » sur l'économie mais exclut toutefois un risque de récession mondiale. Au niveau européen, les indices de la zone euro montrent une forte baisse de l'activité économique avec l'indice de confiance des consommateurs et l'indice de l'activité globale qui ont fortement baissé pendant le mois d'avril. La Commission Européenne a abaissé ses prévisions de croissance pour l'UE et s'attend désormais à un PIB de +2.7% en 2022 et de +2.3% en 2023 vs +4% en 2022 et +2.8% en 2023 précédemment. Aux Etats-Unis, la situation est similaire avec la baisse de la confiance des consommateurs et la baisse de l'activité globale. Du côté des Banques centrales, la FED et la BOE ont augmenté leurs taux directeurs afin de combattre les niveaux record d'inflation. La BCE a maintenu ses taux inchangés mais a adopté un discours moins accommodant et annonce la fin du QE et une première hausse des taux (depuis 2011) à partir de juillet. Concernant les secteurs, l'Energie a surperformé pendant le mois de mai soutenu par la hausse des prix du pétrole et du gaz suite aux annonces d'embargo contre les exportations énergétiques russes. Le secteur des Banques est en hausse également grâce aux discours moins accommodants de la banque centrale européenne qui pourrait monter ses taux à 2 reprises d'ici le T3 pour ne plus afficher de taux négatifs. Le secteur de l'Immobilier a sous-performé sur le mois à cause des pressions inflationnistes ainsi que le risque de récession qui pèse sur le continent européen. Le secteur Media sous-performe également, pénalisé par le warning du géant américain Snap (qui perd -51% sur le seul mois de mai, et même -80% depuis la fin du T3 2021) qui abaisse sa guidance FY dans ce contexte économique incertain. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de 0.24%, en ligne avec son indice de référence (0.23%).

Juin 2022

Forte chute du CAC 40 en juin avec une baisse de -8.25% dans un contexte toujours instable à la fois sur le plan macroéconomique et sur le plan géopolitique. L'Ukraine a annoncé que la Russie a pris le contrôle de 20% de son territoire. Les pays occidentaux ont validé un 6ème paquet de sanctions contre la Russie avec l'officialisation de l'embargo à 90% des exportations pétrolières russes et l'exclusion de la plus grande banque en Russie « Sberbank » du système Swift. Le gouvernement américain estime que V. Poutine veut désormais envahir la quasi-totalité de l'Ukraine. Sur le front économique, la situation se dégrade de plus en plus avec la crise énergétique qui pèse sur l'Europe mais aussi avec les contraintes d'approvisionnement. Le taux d'inflation en zone euro a atteint +8.1% et +8.6% aux US pour le mois de mai sur un an. Les PMI également se sont dégradés (51.9 en zone euro en juin vs 54.8 en mai) reflétant la baisse de l'activité économique et de la demande en Europe. En France, l'inflation pour le mois de juin progresse à +6.5%. Le taux 10 ans ont augmenté au cours du mois de juin, atteignant un pic (sur le mois) : Allemagne : 1.77%, France : 2.29%, Italie : 4.02% dans le sillage des chiffres d'inflation et discours des banques centrales avant de baisser sur les craintes de récession économique. Du côté des Banques centrales, la BCE a confirmé lors de son comité la fin de son programme de QE à partir du 1er juillet et une hausse du taux de dépôts de +25bps dès juillet (pouvant aller jusqu'à +50bps en fonction des derniers chiffres d'inflation) avant une seconde hausse de taux au mois de septembre. Aux Etats-Unis, la FED a augmenté son taux directeur de +75bps à 1.75%. Concernant les secteurs, tous les secteurs sont en baisse pendant le mois de juin. Le secteur des Matériaux de Base est pénalisé par les craintes de récession qui pèsent après la publication du PMI, des chiffres de l'inflation mais aussi avec le discours de Jerome Powell le jeudi 24 juin qui a évoqué le risque d'une possibilité de récession. Le secteur de l'Immobilier est impacté par la forte hausse de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt. Surperformance des secteurs défensifs en juin avec la Santé et le Food, Bev & en raison des incertitudes actuelles qui pèsent fortement sur la visibilité pour le reste de l'année. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -8.72%, en ligne avec son indice de référence (-8.66%).

Juillet 2022

Le mois de juillet a été marqué, dans les grandes économies avancées, par des chiffres d'inflation toujours plus élevés, par de nouveaux signes de ralentissement de la croissance et par de fortes hausses de taux directeurs de part de la BCE comme de la Réserve fédérale américaine. En Chine, toujours au prise avec les conséquences de sa politique zéro COVID, la croissance a déçu au second semestre. Au cours du mois de juillet les marchés d'actions ont rebondi. Le Cac a progressé de 8.98%, le MSCI World AC est monté de 6,9% sous l'effet du repli des taux longs (le 10 ans américain est passé de 3,02% à 2,67% au 31 juillet). Les Etats-Unis (+9,2%), très sensibles aux taux, ont particulièrement bien performé. La zone euro (+7,2%) a elle aussi suivi la tendance haussière. Le marché britannique (+3,4%) a continué son ascension. Les marchés

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

actions ont été tirés par les valeurs cycliques qui ont surperformé les défensives. Les valeurs de croissance ont de leur côté surperformé les valeurs Value. En termes de secteurs, la technologie et l'immobilier ont profité de la baisse des taux longs. L'industrie ainsi que le secteur des biens de consommations cycliques ont aussi vu un regain d'intérêt de la part des investisseurs. Seul les télécoms affichent une performance négative ce mois-ci. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de +8.65%, en sous-performance face à son indice de référence (+9.09%).

Août 2022

L'activité continue de ralentir dans les économies développées et de nombreuses économies émergentes sous le double effet de l'inflation très élevée et du resserrement monétaire. En Europe, cette situation est exacerbée par la très forte hausse du prix du gaz. Cette mauvaise nouvelle s'ajoute à plusieurs freins déjà présents (baisse du revenu réel des ménages sous l'effet de l'inflation, effet de la guerre russo/ukrainienne sur la confiance, hausse des taux, ralentissement chinois.). Une hausse supplémentaire de l'inflation paraît désormais probable et de fortes tensions sur l'approvisionnement en énergie sont à craindre à l'horizon de l'hiver. Les chiffres publiés au cours du mois d'août reflètent la morosité de la conjoncture : les indicateurs PMI se dégradent, la confiance des ménages reste proche des points bas record atteints après le déclenchement du conflit ukrainien et l'inflation a encore augmenté à 9,1% en août après 8,9% en juillet. Pour l'heure le marché du travail résiste toutefois bien, le taux de chômage de juillet s'établissant à 6,6%, soit au plus bas depuis la création de la zone euro. De part et d'autre de l'Atlantique, les banques centrales continuent de communiquer sur la priorité donnée à la lutte contre l'inflation, même si cela doit freiner encore davantage la croissance. La Chine, pour sa part, continue de subir les effets de sa politique anti-COVID et des difficultés de son secteur immobilier. Au cours du mois d'août, les actions ont baissé alors que les rendements obligataires sont remontés après leur baisse de juillet. La performance des actions au mois d'août se solde par une baisse alors qu'elles avaient bien entamé le mois. Les espoirs d'inflexion à la baisse des politiques monétaires, notamment aux Etats-Unis, ont en effet été contrecarrés notamment par la déclaration de J. Powell à Jackson Hole. Ainsi, le MSCI World AC perd -3.1% sur le mois. Le marché américain cède -4.1%, la zone euro perd encore davantage (-5.1%) alors que les risques de stagflation se matérialisent dans la région. Le marché britannique (-2.2%), riche en valeurs pétrolières, les marchés émergents (+0.8%), et notamment la Chine (+0.5%), ainsi que le Japon (+1%) résistent mieux. En Europe, après s'être repris au mois de juillet, les secteurs cycliques sous-performent à nouveau les secteurs dits « défensifs ». Parmi les secteurs cycliques, citons notamment l'immobilier (-11.6%), la technologie (-8.2%), les industrielles (-7%) et la consommation discrétionnaire (-5%). Parmi les secteurs défensifs, la consommation de base (-2.2%), les services de communication (-3.4%) et les services publics (-4.5%) s'en sortent mieux. La santé est un peu plus à la peine (-6.5%). Autrement les financières (banques -0.1% et l'assurance +0.7%) ont très bien résisté ; L'énergie (+4.6%) s'est aussi bien repris. Financières, Energie et Défensives ont ainsi largement contribué à la surperformance du style Value (-2.4%) par rapport au style croissance (-5.7%) sur le mois. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -5.17%, en légère sous-performance face à son indice de référence (-5.02%).

Septembre 2022

La conjoncture a continué de se dégrader dans les grandes économies avancées en septembre, quoique de façon plus marquée en Europe qu'aux Etats-Unis, sur fond de prix du gaz très élevés et de craintes toujours vives concernant l'approvisionnement en énergie durant l'hiver. Les indicateurs du climat des affaires (PMI, IFO.) signalent à présent une contraction, tandis que la confiance des ménages a inscrit de nouveaux points bas record. Pour l'heure, cependant, le marché du travail est relativement épargné (taux de chômage toujours au plus bas depuis la création de la zone euro, à 6,6%). L'inflation, en revanche, a atteint le seuil des 10,0% en septembre, après 9,1% en août. En Chine, l'activité reste pénalisée par la persistance de restrictions anti-COVID et les difficultés du secteur immobilier. Sur fond d'inflation toujours très élevée (et encore en accélération en Europe), La BCE a remonté ses taux directeurs de 0,75% en septembre et a indiqué qu'elle poursuivrait ce resserrement au cours des prochains mois. Sur le plan politique, les élections italiennes ont abouti à la victoire d'une coalition très marquée à droite, tandis que les gouvernements ont tenté de se mettre d'accord sur une réponse coordonnée à la crise énergétique. Le ton plus agressif des banques centrales a entraîné une nouvelle baisse du marché mondial des actions en septembre. Le MSCI World AC a perdu -8,6% sur le mois. En ce qui concerne les marchés développés, le marché américain a affiché une performance négative ce mois-ci (-9,4%), les valeurs de croissance ayant souffert d'une nouvelle hausse des taux de la Fed. Le marché de la zone euro (-6,4%) a suivi la tendance baissière, le risque de récession augmentant. Le marché japonais a baissé de -7,2%. Sur le front des pays émergents, l'appréciation du dollar a continué

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

de pénaliser le marché des actions émergentes (-9,6%). En Europe, tous les secteurs ont terminé le mois en territoire négatif. Les secteurs les plus sensibles aux variations des taux d'intérêt, tels que l'immobilier (-17,0%) et la Tech (-8,1%), ont souffert ce mois-ci. Toujours du côté cyclique, les secteurs de l'industrie (-6,6%) et de la consommation discrétionnaire (-8,0%) ont enregistré de mauvaises performances. La performance positive du secteur de l'énergie générée le mois dernier a été en grande partie effacée ce mois-ci (-4,0%). La surperformance des valeurs dites « Value » par rapport aux valeurs de croissance s'est poursuivie (-5,7% contre -6,5%), les secteurs de l'énergie et de la finance ayant été les principaux contributeurs. Dans ce contexte le fonds enregistre une performance sur le mois de -6.10%, en légère surperformance face à son indice de référence (-6.37%).

Sur la période sous revue, la performance de chacune des parts du portefeuille AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE et de son benchmark s'établissent à :

- Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE - C en devise EUR : -13,06% / -11,27% avec une Tracking Error de 1,24%

- Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE - D en devise EUR : -13,06% / -11,27% avec une Tracking Error de 1,24%

- Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE - PM (C) en devise EUR : -13,35% / -11,27% avec une Tracking Error de 1,22%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
ALLEMAGNE 1.75% 07/22	124 650 912,83	122 500 000,00
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI I	93 895 870,75	117 875 245,92
BGB 2 1/4 06/22/23	98 746 643,84	96 601 700,00
FRANCE 1.75% 25/05/2023	96 852 167,14	95 209 180,00
OAT 8.25% 25/04/22	81 189 143,85	75 000 000,00
FINLAND GOUVERNEMENT BOND 1.375% 15-04-47	74 333 687,67	73 334 209,32
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI Z	67 875 248,26	54 530 123,50
NETHERLAND GOVT 2.25% 15/07/2022	43 968 739,31	43 000 000,00
FRA.EMPRUNT ETAT 3% 25/04/22 OAT	41 202 269,50	40 000 000,00
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR AD D		40 960 768,30

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés en EUR

a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

• Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 143 714 743,18

o Prêts de titres : 143 714 743,18

o Emprunt de titres :

o Prises en pensions :

o Mises en pensions :

• Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 138 446 242,00

o Change à terme :

o Future : 138 446 242,00

o Options :

o Swap :

b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace	Instruments financiers dérivés (*)
BNP ARBITRAGE PARIS BNP PARIBAS SECURITIES BOFA SECURITIES EUROPE S.A. CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG CREDIT AGRICOLE CIB GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE J.P.MORGAN AG FRANCFORT MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT NATIXIS SKANDINAVIA ENSKILDA BANK SOCIETE GENERALE SA UBS EUROPE SE UNICREDIT BANK AG (HYPOVEREINSBANK)	

(*) Sauf les dérivés listés.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille
Techniques de gestion efficace	
. Dépôts à terme	
. Actions	58 324 401,64
. Obligations	13 701 349,29
. OPCVM	
. Espèces (*)	67 371 027,75
Total	139 396 778,68
Instruments financiers dérivés	
. Dépôts à terme	
. Actions	
. Obligations	
. OPCVM	
. Espèces	
Total	

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille
. Revenus (*)	468 356,79
. Autres revenus	
Total des revenus	468 356,79
. Frais opérationnels directs	177 022,78
. Frais opérationnels indirects	
. Autres frais	
Total des frais	177 022,78

(*) Revenus perçus sur prêts et prises en pension.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant	143 714 743,18				
% de l'Actif Net*	10,30%				

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant	143 714 743,18				
% de l'Actif Net	10,29%				

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

ANHEUSER BUSCH INBEV SA BELGIQUE	25 240 149,73				
SOCIETE GENERALE SA FRANCE	10 112 243,61				
CELLNEX TELECOM S.A. ESPAGNE	7 971 278,92				
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT FRANCE	7 848 199,36				
REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE FRANCE	3 437 077,23				
AMAZON COM INC ETATS-UNIS	2 608 925,64				
ORSTED DANEMARK	2 312 935,67				
VAT GROUP SA SUISSE	2 092 532,67				
RYANAIR HOLDINGS PLC IRLANDE	1 999 007,60				
BNP PARIBAS FRANCE	1 879 375,50				

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

BNP ARBITRAGE PARIS FRANCE	32 396 090,00				
SOCIETE GENERALE SA FRANCE	22 924 947,19				
BNP PARIBAS SECURITIES FRANCE	20 868 311,29				
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE FRANCE	18 144 920,67				
NATIXIS FRANCE	17 314 101,67				
BOFA SECURITIES EUROPE S.A. FRANCE	13 412 195,12				
MORGAN STANLEY EUROPE SE - FRANKFURT ALLEMAGNE	5 970 215,73				
UNICREDIT BANK AG (HYPOVEREINSBANK) ALLEMAGNE	3 598 650,63				
CITIGROUP GLOBAL MARKETS EUROPE AG ALLEMAGNE	3 400 521,40				
CREDIT AGRICOLE CIB FRANCE	2 844 518,03				

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions	58 324 401,64				
- Obligations	13 701 349,29				
- OPC					
- TCN					
- Cash	67 371 027,75				
Rating					
Monnaie de la garantie					
Couronne Danoise	2 312 935,67				
Franc Suisse	2 530 159,72				
Euro	131 944 757,65				
Dollar Us	2 608 925,64				

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
--	-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an	1 866 560,08				
Plus d'1 an	7 524 420,12				
Ouvertes	62 634 770,73				

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois	179 197,20				
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes	143 535 545,98				

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)					
Montant utilisé (%)					
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros					

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

CACEIS Bank					
Titres	72 025 750,93				
Cash	67 371 027,75				

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres				
Cash				

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus				
- OPC	468 356,79			
- Gestionnaire				
- Tiers				
Coûts				
- OPC	177 022,78			
- Gestionnaire				
- Tiers				

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Amundi Asset Management veille à n'accepter que des titres d'une haute qualité de crédit et veille à rehausser la valeur de ses garanties en appliquant des décotes de valorisation sur les titres reçus. Ce dispositif est régulièrement revu et remis à jour.

i) Données sur la réutilisation des garanties

« La réglementation applicable aux OPCVM interdit la réutilisation par ce dernier des garanties reçues en titres. Les garanties reçues en espèces sont réinvesties dans les 5 supports suivants :

- o OPCVM monétaires court terme (tels que définis par l'ESMA dans ses orientations sur les fonds cotés et autres questions liées aux OPCVM)
- o Dépôt
- o Titres d'Etats Long Terme de haute qualité
- o Titres d'Etats Court Terme de haute qualité
- o Prises en pension »

Le montant maximal de réutilisation est de 0% pour les titres et 100% du montant reçu pour les espèces.

Le montant utilisé est de 0% pour les titres et 100% pour les espèces reçus.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Amundi Asset Management veille à travailler avec un nombre réduit de dépositaires, sélectionnés pour s'assurer de la bonne conservation des titres reçus et du cash.

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Opérations de prêts de titres et de mise en pension :

Dans le cadre des opérations de prêts de titres et de mise en pension, Amundi Asset Management a confié à Amundi Intermédiation, pour le compte de l'OPC, les réalisations suivantes : la sélection des contreparties, la demande de mise en place des contrats de marché, le contrôle du risque de contrepartie, le suivi qualitatif et quantitatif de la collatéralisation (contrôles de dispersion, des notations, des liquidités), des pensions et prêts

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

de titres. Les revenus résultant de ces opérations sont restitués à l'OPC. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPC. La facturation par Amundi Intermédiation ne peut excéder 50% des revenus générés par ces opérations.

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Le 31 janvier 2022 Modification Amundi Asset Management Service Clients 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Le 31 janvier 2022 Modification Amundi Asset Management, Société par Actions Simplifiée Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036 Siège social : 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

Le 31 janvier 2022 Ajout Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

Le 31 janvier 2022 Ajout Règlement (UE) 2020/852 (dit « Règlement sur la Taxonomie ») sur la mise en place d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement Disclosure. La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation des changements climatiques, (ii) adaptation aux changements climatiques, (iii) utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, (iv) transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et contrôle de la pollution, (vi) protection des écosystèmes sains. Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe "do no significant harm" ou "DNSH"), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie. Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées. Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au compartiment qui prennent en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la partie restante de ce compartiment ne prennent pas en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fait ses meilleurs efforts pour divulguer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des Normes techniques réglementaires en ce qui concerne le contenu et la présentation des divulgations conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie. Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables qui sera mis à la disposition des investisseurs à ce moment-là. Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs. A partir de la pleine disponibilité des données et de la finalisation des méthodologies de calcul pertinentes, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Le 31 janvier 2022 Modification Le prospectus, les derniers rapports annuels et documents périodiques sont disponibles auprès de la société de gestion : Amundi Asset Management Service Clients 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Le 31 janvier 2022 Ajout Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage. Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs ou actionnaires présents dans l'OPC, la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement. Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les parts ou actions confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions-rachats est positif (et respectivement négatif) ; l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des porteurs ou actionnaires présents dans l'OPC. Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC. Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus a minima sur un rythme trimestriel. En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille. Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement.

Le 31 janvier 2022 Ajout Mécanisme du Swing Pricing.

Le 31 janvier 2022 Modification Date de mise à jour du prospectus : 31 janvier 2022.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Informations spécifiques

OPC à plus de 50%

La documentation juridique du Fonds prévoit qu'il peut investir à plus de 50% de son actif en titres d'autres OPC et indique, au titre des frais indirects, les taux maxima des commissions de souscription et de rachat, ainsi que des frais de gestion des OPC pouvant être détenus.

Conformément à la réglementation et au cours de l'exercice écoulé, ces OPC ont présenté en pratique des taux conformes à ceux mentionnés dans la note détaillée et repris dans le paragraphe « Frais de gestion ».

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 109,16%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ».

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Eligibilité PEA

La société de gestion assure un suivi quotidien du niveau de détention de titres éligibles au régime fiscal PEA afin de s'assurer que le portefeuille est en permanence investi de manière à respecter le seuil minimal exigé par la réglementation.

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « *Directive AIFM* »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « *Directive UCITS V* »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 2 février 2021, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2020 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2021.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2021, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2021, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variable différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (soit 1 400 collaborateurs au 31 décembre 2021) s'est élevé à 168 546 202 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 111 175 491 euros, soit 66% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 57 370 712 euros, soit 34% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, du « carried interest » a été versé au cours de l'exercice 2021, et est pris en compte dans le montant total de rémunérations variables versées ci-dessus.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 20 947 570 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (soit 29 collaborateurs au 31 décembre 2021), 14 896 957 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (soit 40 collaborateurs au 31 décembre 2021).

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères financiers usuels :

- Performances brute et nette du fonds géré sur 1, 3 et 5 ans ;
- Ratio d'information et ratio de Sharpe sur 1, 3 et 5 ans ;
- Performance fees générées pendant l'exercice si pertinent ;
- Classements concurrentiels ;
- Contribution à la collecte nette réalisée sur l'exercice.

Critères non-financiers usuels :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales ;
- Innovation / développement produit ;
- Transversalité, partage des best practices et collaboration ;
- Contribution à l'engagement commercial ;
- Qualité du management.

2. Fonctions commerciales

Critères financiers usuels :

- Collecte nette ;
- Recettes ;
- Collecte brute; développement et fidélisation de la clientèle; gamme de produits ;

Critères non-financiers usuels :

- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et du client ;
- Satisfaction client et qualité de la relation commerciale ;
- Qualité du management ;
- Sécurisation/développement du fonds de commerce ;
- Transversalité et partage des best practices ;
- Esprit d'entreprise.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) et Loi de transition énergétique pour la croissance verte

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de plus 13 000 entreprises dans le monde, selon une échelle qui va de A (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à G (pour les moins bonnes). Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Amundi applique une politique d'exclusion ciblée qui se fonde sur des textes à portée universelle comme le Pacte Mondial de l'ONU, les conventions relatives aux droits de l'homme, à l'organisation internationale du travail et à l'environnement. Amundi exclut ainsi de toutes ses gestions actives les entreprises aux comportements non conformes à ses convictions ESG ou aux conventions internationales et à leur traduction en droits nationaux :
 - mines antipersonnel,
 - bombes à sous-munitions,
 - armes chimiques,
 - armes biologiques,
 - armes à uranium appauvri.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle d'Amundi.

De plus, Amundi met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles Amundi a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Charbon

Le charbon étant le plus important contributeur individuel au changement climatique imputable à l'activité humaine, Amundi a mis en œuvre depuis 2016 une politique sectorielle spécifique au charbon thermique, générant l'exclusion de certaines entreprises et émetteurs. Chaque année depuis 2016, Amundi a progressivement renforcé sa politique d'exclusion charbon. Ces engagements découlent de la stratégie climat du groupe Crédit Agricole. Conformément aux Objectifs de développement durable des Nations unies et à l'Accord de Paris de 2015, cette stratégie s'appuie sur les recherches et les recommandations d'un Comité scientifique, qui prend en compte les scénarios énergétiques de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), du Climate Analytics et des Science-Based Targets. En 2020, dans le cadre de la mise à jour de sa politique sur le secteur du charbon thermique, Amundi a étendu de nouveau sa politique d'exclusion à l'exploitation du charbon, qui se réfère désormais à toute entreprise développant ou prévoyant de développer de nouvelles capacités d'exploitation du charbon thermique.

Amundi exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités charbon thermique sur l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport),
- Les entreprises réalisant plus de 25% de leur revenu de l'extraction du charbon thermique,

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

- Les entreprises réalisant une extraction de charbon thermique de 100 MT ou plus sans intention de réduction,
- Toutes les entreprises dont le revenu issu de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité au charbon thermique est supérieur à 50% du revenu total sans analyse, toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon d'Amundi (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

- Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.
- Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.
- Par conséquent, les fonds indiciels et ETF d'Amundi répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.
- Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif d'Amundi mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, Amundi a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

Tabac

Depuis 2018, AMUNDI limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac et applique les règles suivantes :

- Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).
- Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

En mai 2020, Amundi est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac.

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 8 - gestion active - au titre de la Taxonomie

Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation des changements climatiques, (ii) adaptation aux changements climatiques, (iii) utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, (iv) transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et contrôle de la pollution, (vi) protection des écosystèmes sains.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe « do no significant harm » ou « DNSH »), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents qui prennent en compte les critères de l'Union européenne pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fait ses meilleurs efforts pour divulguer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des Normes techniques réglementaires en ce qui concerne le contenu et la présentation des divulgations conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie.

Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables qui sera mis à la disposition des investisseurs à ce moment-là.

Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs.

A partir de la pleine disponibilité des données et de la finalisation des méthodologies de calcul pertinentes, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Article 8 – gestion active – au titre de l'article 11 de SFDR

Le Fonds promeut des caractéristiques environnementales et/ou sociales et à ce titre est classé Article 8 conformément au Règlement « Disclosure ».

Outre l'application de la Politique d'investissement responsable d'Amundi, le Fonds promeut ces caractéristiques via une analyse ESG des titres détenus (selon la classe d'actifs, au moins 75% ou 90% des titres détenus font l'objet d'une notation extra-financière), en cherchant à obtenir un score ESG du portefeuille supérieur à celui de leur univers d'investissement.

Le score ESG du portefeuille correspond à la moyenne pondérée par l'AUM du score ESG des émetteurs sur la base du modèle de notation ESG d'Amundi.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

**Certification du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 30 septembre 2022**

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion
AMUNDI ASSET MANAGEMENT
90, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/10/2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé

Les titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé dont la notation est basse ou inexistante sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Ces instruments financiers sont valorisés à partir de cours cotés ou contribués par des prestataires de services financiers. Nous avons pris connaissance du fonctionnement des procédures d'alimentation des cours et nous avons testé la cohérence des cours avec une base de données externe. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérfications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*



AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;


*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Raphaëlle Alezra-Cabessa

2023.01.03 14:04:51 +0100



OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Comptes annuels

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Bilan Actif au 30/09/2022 en EUR

	30/09/2022	30/09/2021
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	1 466 158 040,40	1 818 539 885,63
Actions et valeurs assimilées	642 618 406,18	779 654 360,41
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	642 618 406,18	779 654 360,41
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	13 701 349,29	9 885 192,53
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	13 701 349,29	9 885 192,53
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	658 472 911,35	893 069 295,04
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	658 472 911,35	893 069 295,04
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	143 750 768,58	134 084 078,15
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés	143 750 768,58	134 084 078,15
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	7 614 605,00	1 846 959,50
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	7 614 605,00	1 846 959,50
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	14 537 972,64	15 833 828,88
Opérations de change à terme de devises		
Autres	14 537 972,64	15 833 828,88
COMPTES FINANCIERS	69 812 764,62	41 622 057,10
Liquidités	69 812 764,62	41 622 057,10
TOTAL DE L'ACTIF	1 550 508 777,66	1 875 995 771,61

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Bilan Passif au 30/09/2022 en EUR

	30/09/2022	30/09/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 296 832 590,43	1 650 162 006,13
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	19 720 133,53	
Report à nouveau (a)	25 159,02	24 619,21
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	28 077 172,29	65 623 485,72
Résultat de l'exercice (a, b)	52 591 006,41	40 529 206,08
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	1 397 246 061,68	1 756 339 317,14
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	79 643 005,22	73 676 582,56
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres	72 025 790,22	71 827 013,06
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés	39,29	81,71
Autres opérations temporaires	72 025 750,93	71 826 931,35
Instruments financiers à terme	7 617 215,00	1 849 569,50
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	7 617 215,00	1 849 569,50
Autres opérations		
DETTES	73 619 710,76	45 854 922,39
Opérations de change à terme de devises		
Autres	73 619 710,76	45 854 922,39
COMPTES FINANCIERS		124 949,52
Concours bancaires courants		124 949,52
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	1 550 508 777,66	1 875 995 771,61

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Hors-Bilan au 30/09/2022 en EUR

	30/09/2022	30/09/2021
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
DAX 30 IND FU 1221		68 031 600,00
DAX 30 IND FU 1222	52 782 900,00	
MEFF IBEX35 E 1021		13 929 912,00
MEFF IBEX35 E 1022	10 161 492,00	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
CAC 40 FUT 1021		114 065 000,00
CAC 40 FUT 1022	75 501 850,00	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Compte de Résultat au 30/09/2022 en EUR

	30/09/2022	30/09/2021
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	308 573,61	296 655,16
Produits sur actions et valeurs assimilées	45 959 083,31	26 433 675,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	19 221 648,22	27 119 641,08
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	468 342,35	482 463,09
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers	4 953 479,37	4 392 164,57
TOTAL (1)	70 911 126,86	58 724 598,90
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	331 696,45	304 520,04
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	323 903,05	233 108,07
Autres charges financières		
TOTAL (2)	655 599,50	537 628,11
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	70 255 527,36	58 186 970,79
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	16 511 836,09	17 049 098,60
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	53 743 691,27	41 137 872,19
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-1 152 684,86	-608 666,11
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	52 591 006,41	40 529 206,08

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Annexes aux comptes annuels

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010093716 - AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C : Taux de frais maximum de 1% TTC.

FR0010106864 - AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D : Taux de frais maximum de 1% TTC.

FR0013431475 - AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C : Taux de frais maximum de 1% TTC.

Swing pricing

Les souscriptions et les rachats significatifs peuvent avoir un impact sur la valeur liquidative en raison du coût de réaménagement du portefeuille lié aux transactions d'investissement et de désinvestissement. Ce coût peut provenir de l'écart entre le prix de transaction et le prix de valorisation, de taxes ou de frais de courtage.

Aux fins de préserver l'intérêt des porteurs ou actionnaires présents dans l'OPC, la Société de Gestion peut décider d'appliquer un mécanisme de Swing Pricing à l'OPC avec seuil de déclenchement.

Ainsi dès lors que le solde de souscriptions-rachats de toutes les parts ou actions confondues est supérieur en valeur absolue au seuil préétabli, il sera procédé à un ajustement de la Valeur Liquidative. Par conséquent, la Valeur Liquidative sera ajustée à la hausse (et respectivement à la baisse) si le solde des souscriptions / rachats est positif (et respectivement négatif) ; l'objectif est de limiter l'impact de ces souscriptions-rachats sur la Valeur Liquidative des porteurs ou actionnaires présents dans l'OPC.

Ce seuil de déclenchement est exprimé en pourcentage de l'actif total de l'OPC.

Le niveau du seuil de déclenchement ainsi que le facteur d'ajustement de la valeur liquidative sont déterminés par la Société de gestion, et ils sont revus a minima sur un rythme trimestriel.

En raison de l'application du Swing Pricing, la volatilité de l'OPC peut ne pas provenir uniquement des actifs détenus en portefeuille.

Conformément à la réglementation, seules les personnes en charge de sa mise en œuvre connaissent le détail de ce mécanisme, et notamment le pourcentage du seuil de déclenchement.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrrages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C	Capitalisation	Capitalisation
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D	Distribution	Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report par décision de la société de gestion
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C	Capitalisation	Capitalisation

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

2. Évolution de l'actif net au 30/09/2022 en EUR

	30/09/2022	30/09/2021
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	1 756 339 317,14	1 468 720 266,92
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	20 909 021,96	19 447 311,84
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-158 387 723,68	-184 122 153,70
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	69 900 254,21	101 986 811,45
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-49 777 563,54	-48 832 623,42
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	40 671 590,00	43 939 232,50
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-28 330 536,30	-24 579 516,80
Frais de transactions	-2 320 905,37	-2 803 467,65
Différences de change	1 037 285,20	94 239,53
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-292 523 861,37	352 057 683,75
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-27 818 578,06</i>	<i>264 705 283,31</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-264 705 283,31</i>	<i>87 352 400,44</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-1 411 841,50	3 268 665,50
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>-1 314 452,00</i>	<i>97 389,50</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-97 389,50</i>	<i>3 171 276,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-12 602 666,34	-13 975 004,97
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	53 743 691,27	41 137 872,19
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	1 397 246 061,68	1 756 339 317,14

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Autres obligations (indexées, titres participatifs)	2 150 670,87	0,15
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	11 550 678,42	0,83
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	13 701 349,29	0,98
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	62 944 392,00	4,50
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	62 944 392,00	4,50
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	75 501 850,00	5,40
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	75 501 850,00	5,40

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	11 550 678,42	0,83					2 150 670,87	0,15
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							69 812 764,62	5,00
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	11 550 678,42	0,83					2 150 670,87	0,15
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées			1 866 560,08	0,13	5 033 165,19	0,36	2 491 254,93	0,18	4 310 369,09	0,31
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	69 812 764,62	5,00								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres			1 866 560,08	0,13	5 033 165,19	0,36	2 491 254,93	0,18	4 310 369,09	0,31
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 CHF		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées	2 608 925,64	0,19	2 530 159,72	0,18			2 312 935,67	0,17
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres	48,49		41,58		156,31		0,91	
Créances	50 040,06		20,79					
Comptes financiers	372 427,43	0,03	1 376,72		38,05			
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres	2 608 925,64	0,19	2 530 159,72	0,18	16,19		2 312 935,67	0,17
Dettes	16,98				53,19		0,46	
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/09/2022
CRÉANCES		
	Ventes à règlement différé	1 266 783,70
	Dépôts de garantie en espèces	12 335 804,20
	Coupons et dividendes en espèces	935 363,95
	Autres créances	20,79
TOTAL DES CRÉANCES		14 537 972,64
DETTES		
	Achats à règlement différé	1 842 925,91
	Frais de gestion fixe	2 774 152,04
	Collatéraux	67 371 027,75
	Autres dettes	1 631 605,06
TOTAL DES DETTES		73 619 710,76
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-59 081 738,12

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C		
Parts souscrites durant l'exercice	34 365,465	13 634 773,21
Parts rachetées durant l'exercice	-279 392,573	-110 574 237,61
Solde net des souscriptions/rachats	-245 027,108	-96 939 464,40
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2 769 294,961	
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D		
Parts souscrites durant l'exercice	36 232,055	7 274 248,75
Parts rachetées durant l'exercice	-233 865,171	-47 813 486,07
Solde net des souscriptions/rachats	-197 633,116	-40 539 237,32
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2 542 573,274	
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C		
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice		
Solde net des souscriptions/rachats		
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	2,000	

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	
Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises Commissions de souscription acquises Commissions de rachat acquises	

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.7. FRAIS DE GESTION

	30/09/2022
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	11 226 530,83
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Rétrocessions des frais de gestion	
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	5 285 302,17
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Rétrocessions des frais de gestion	
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	3,09
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	30/09/2022
Garanties reçues par l'OPC	
- dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	30/09/2022
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	30/09/2022
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/09/2022
Actions			883 096,21
	FR0000045072	CREDIT AGRICOLE	883 096,21
Obligations			
TCN			
OPC			658 472 911,35
	FR0013257250	AMUNDI ACTIONS FRANCE ISR Z D	103 501 671,75
	FR0013257268	AMUNDI EQUITY EURO CONSERVATIVE PART Z D	40 280 622,44
	FR0014005XL2	AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI Z	13 335 940,95
	FR0013257243	AMUNDI FRANCE ENGAGEMENT Z (D)	130 755 265,57
	LU1691800830	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	69 587 968,13
	LU1328850521	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	62 114 270,65
	LU1880392789	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR AD D	117 053 285,45
	FR0010173237	AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	934 329,22
	FR00140039F8	BFT FRANCE EMPLOI ISR Part MS-C	5 105 186,24
	FR0013256468	BFT FRANCE FUTUR PART Z-D	30 793 806,85
	FR0013256211	CPR Actions Euro Restructurations Z-D	40 106 949,17
	FR0013411550	CPR ACTIONS FRANCE ESG part Z-D	31 072 650,40
	FR0013258563	CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-D	13 830 964,53
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			659 356 007,56

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/09/2022	30/09/2021
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	25 159,02	24 619,21
Résultat	52 591 006,41	40 529 206,08
Total	52 616 165,43	40 553 825,29

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	35 766 623,52	27 483 323,76
Total	35 766 623,52	27 483 323,76

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D		
Affectation		
Distribution	16 831 835,07	13 043 382,42
Report à nouveau de l'exercice	17 700,09	27 114,45
Capitalisation		
Total	16 849 535,16	13 070 496,87
Informations relatives aux parts ouvrant droit à distribution		
Nombre de parts	2 542 573,274	2 740 206,390
Distribution unitaire	6,62	4,76
Crédit d'impôt		
Crédit d'impôt attachés à la distribution du résultat	199 755,28	111 607,45

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	6,75	4,66
Total	6,75	4,66

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/09/2022	30/09/2021
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	19 720 133,53	
Plus et moins-values nettes de l'exercice	28 077 172,29	65 623 485,72
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	47 797 305,82	65 623 485,72

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	18 962 783,67	44 370 505,91
Total	18 962 783,67	44 370 505,91

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées	28 834 517,99	21 252 970,96
Capitalisation		
Total	28 834 517,99	21 252 970,96

	30/09/2022	30/09/2021
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	4,16	8,85
Total	4,16	8,85

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	28/09/2018	30/09/2019	30/09/2020	30/09/2021	30/09/2022
Actif net Global en EUR	1 993 114 163,92	1 833 679 206,98	1 468 720 266,92	1 756 339 317,14	1 397 246 061,68
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C en EUR					
Actif net	1 319 093 437,95	1 221 458 431,24	987 069 659,84	1 190 546 555,57	950 937 904,67
Nombre de titres	3 902 623,644	3 574 484,179	3 320 254,891	3 014 322,069	2 769 294,961
Valeur liquidative unitaire	338,00	341,71	297,28	394,96	343,38
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	17,75	-10,00	-12,87	14,71	6,84
Capitalisation unitaire sur résultat	7,53	10,58	8,86	9,11	12,91
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D en EUR					
Actif net	674 020 725,97	612 220 674,48	481 650 430,26	565 792 527,29	446 307 954,00
Nombre de titres	3 510 741,459	3 234 629,705	3 016 345,023	2 740 206,390	2 542 573,274
Valeur liquidative unitaire	191,98	189,27	159,68	206,47	175,53
+/- valeurs nettes unitaire non distribuées	32,59			7,75	11,34
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes		26,95	-6,87		
Distribution unitaire sur résultat	4,28	5,86	4,76	4,76	6,62
Crédit d'impôt unitaire	0,043	0,112	0,063	0,042	(*)
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C en EUR					
Actif net		101,26	176,82	234,28	203,01
Nombre de titres		1,000	2,000	2,000	2,000
Valeur liquidative unitaire		101,26	88,41	117,14	101,50
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes		-0,19	-3,72	4,42	2,08
Capitalisation unitaire sur résultat		0,21	2,86	2,33	3,37

(*) Le crédit d'impôt unitaire ne sera déterminé qu'à la date de mise en distribution, conformément aux dispositions fiscales en vigueur.

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
BMW VZ	EUR	1 305	87 304,50	0,01
DEUTSCHE BOERSE AG	EUR	22 868	3 847 541,00	0,27
MTU AERO ENGINES HOLDINGS AG	EUR	4 006	617 925,50	0,04
PORSCHE A HOLDING	EUR	95 151	5 533 982,16	0,39
PUMA SE	EUR	4 677	224 355,69	0,02
RATIONAL AG	EUR	240	120 120,00	0,01
SARTORIUS PRIV.	EUR	10	3 571,00	
ZALANDO SE	EUR	11 484	232 321,32	0,02
TOTAL ALLEMAGNE			10 667 121,17	0,76
BELGIQUE				
SOLVAY	EUR	33 555	2 672 320,20	0,19
TOTAL BELGIQUE			2 672 320,20	0,19
ESPAGNE				
AMADEUS IT GROUP SA	EUR	26 630	1 275 843,30	0,09
CELLNEX TELECOM SA	EUR	1 269	40 341,51	
FERROVIAL	EUR	312 063	7 299 153,57	0,52
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	23 668	561 641,64	0,04
RED ELECTRICA DE ESPANA	EUR	38 555	605 699,05	0,05
TOTAL ESPAGNE			9 782 679,07	0,70
FINLANDE				
KESKO OYJ B	EUR	27 793	532 096,99	0,04
TOTAL FINLANDE			532 096,99	0,04
FRANCE				
AEROPORTS DE PARIS	EUR	10	1 190,00	
AIRBUS SE	EUR	243 285	21 625 603,65	1,55
AIR FRANCE KLM	EUR	815 600	1 060 687,80	0,08
AIR LIQUIDE	EUR	82 848,8	9 739 704,93	0,70
AIR LIQUIDE PRIME DE FIDELITE	EUR	63 583	7 474 817,48	0,53
AIR LIQUIDE SA PF 2024	EUR	8 031	944 124,36	0,07
ALD SA	EUR	67	633,82	
ALSTOM	EUR	822	13 764,39	
ALTEN	EUR	6 151	699 368,70	0,05
ARKEMA	EUR	51 562	3 871 274,96	0,28
ATOS SE	EUR	2 615	21 338,40	
AXA	EUR	386 889	8 695 330,28	0,62
BIOMERIEUX	EUR	27 835	2 265 769,00	0,17
BNP PARIBAS	EUR	627 719	27 371 687,00	1,96
BOUYGUES	EUR	18 076	485 340,60	0,03
BUREAU VERITAS	EUR	76 702	1 762 611,96	0,13

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
CAPGEMINI SE	EUR	60 330	9 984 615,00	0,72
CARREFOUR	EUR	69 001	980 849,22	0,07
CREDIT AGRICOLE	EUR	105 583	883 096,21	0,06
DANONE	EUR	431 904	20 977 577,28	1,50
DASSAULT SYST.	EUR	249 614	8 919 956,29	0,64
DERICHEBOURG	EUR	66 956	275 858,72	0,02
EDENRED	EUR	81 097	3 840 753,92	0,27
EDF	EUR	326 342	3 880 206,38	0,28
ELIS	EUR	106 087	1 102 243,93	0,08
ENGIE	EUR	162 091	1 919 481,62	0,14
ERAMET	EUR	16 199	1 318 598,60	0,09
ESSILORLUXOTTICA	EUR	110 137	15 457 727,95	1,11
EURAZEO	EUR	18 625	1 002 956,25	0,07
EUROAPI SASU	EUR	80 939	1 379 200,56	0,10
GETLINK SE	EUR	20 684	328 979,02	0,02
GROUPE FNAC	EUR	10	284,00	
HERMES INTERNATIONAL	EUR	10 354	12 600 818,00	0,90
IMERYS EX IMETAL	EUR	22 327	693 476,62	0,05
IPSEN	EUR	25 128	2 384 647,20	0,17
IPSOS	EUR	19 519	895 922,10	0,06
KERING	EUR	33 534	15 377 015,70	1,10
KLEPIERRE	EUR	10	179,00	
L'OREAL	EUR	37 116	12 257 559,00	0,87
L'OREAL PRIME DE FIDELITE	EUR	45 688	15 088 462,00	1,08
LA FRANCAISE DES JEUX	EUR	47 310	1 441 535,70	0,11
LEGRAND SA	EUR	156 684	10 444 555,44	0,75
L OREAL SA PF 24	EUR	34 392	11 357 958,00	0,81
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	73 555	44 897 972,00	3,22
M6 METROPOLE TELEVISION	EUR	25 633	317 592,87	0,03
MAISONS DU MONDE	EUR	3 681	29 797,70	
MERCIALYS	EUR	26 308	204 018,54	0,01
MICHELIN (CGDE)	EUR	196 757	4 555 908,34	0,33
NEOEN SA	EUR	2 951	101 337,34	0,01
NEXANS SA	EUR	5 198	477 696,20	0,03
NEXITY	EUR	10	208,80	
ORANGE	EUR	699 575	6 469 669,60	0,46
PERNOD RICARD	EUR	48 799	9 215 691,15	0,66
PLASTIC OMNIUM	EUR	7 468	100 967,36	0,01
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	229 470	11 221 083,00	0,81
REMY COINTREAU	EUR	1 199	204 909,10	0,02
REMY COINTREAU RTS 19-09-22	EUR	3 760		
RENAULT SA	EUR	61 572	1 722 168,84	0,12
REXEL	EUR	255 568	3 956 192,64	0,28
RUBIS	EUR	61 634	1 318 351,26	0,10

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SAFRAN SA	EUR	29 982	2 818 607,82	0,20
SAINT-GOBAIN	EUR	209 565	7 764 383,25	0,56
SANOFI	EUR	396 444	31 081 209,60	2,22
SARTORIUS STEDIM BIOTECH	EUR	541	171 551,10	0,01
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	256 892	30 040 950,48	2,15
SCOR SE	EUR	111 321	1 654 786,67	0,12
SEB	EUR	179	11 581,30	
SOCIETE BIC	EUR	12 666	822 023,40	0,05
SOCIETE GENERALE SA	EUR	276 767	5 650 198,31	0,40
SODEXO / EX SODEXHO ALLIANCE	EUR	46 461	3 584 930,76	0,25
SODEXO SA-PF-2024	EUR	52 428	4 045 344,48	0,29
SOPRA STERIA	EUR	4 779	623 659,50	0,05
SR TELEPERFORMANCE	EUR	34 587	9 023 748,30	0,65
TF1 - TELEVISION FRANCAISE 1 SA	EUR	133 746	788 432,67	0,06
THALES	EUR	120 831	13 653 903,00	0,97
TOTALENERGIES SE	EUR	1 080 578	52 164 902,95	3,73
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	10	428,85	
VALEO SA	EUR	112 431	1 757 296,53	0,13
VALLOUREC	EUR	118 553	1 174 386,02	0,09
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	173 106	3 411 919,26	0,24
VINCI (EX SGE)	EUR	196 753	16 363 947,01	1,17
VIRBAC SA	EUR	1 569	418 923,00	0,03
VIVENDI	EUR	246 475	1 964 898,70	0,14
WORLDLINE SA	EUR	17 663	718 530,84	0,05
TOTAL FRANCE			515 331 869,58	36,89
IRLANDE				
CRH PLC	EUR	269 851	8 923 972,57	0,63
TOTAL IRLANDE			8 923 972,57	0,63
ITALIE				
INFR WIRE ITAL SPA	EUR	99 066	888 622,02	0,06
MEDIOBANCA SPA	EUR	10	80,60	
NEXI SPA	EUR	10	83,42	
SNAM	EUR	726 051	3 010 207,45	0,22
TOTAL ITALIE			3 898 993,49	0,28
LUXEMBOURG				
APERAM	EUR	22 878	558 451,98	0,04
ARCELORMITTAL	EUR	23 614	487 983,31	0,04
SES	EUR	87 009	488 816,56	0,03
TENARIS SA	EUR	285 138	3 782 355,57	0,27
TOTAL LUXEMBOURG			5 317 607,42	0,38
PAYS-BAS				
ADYEN NV	EUR	10	13 018,00	
AEGON	EUR	2 288 651	9 388 046,40	0,67
ASM INTERNATIONAL N.V.	EUR	576	134 640,00	0,01

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
CNH INDUSTRIAL NV	EUR	10	116,30	
EURONEXT NV - W/I	EUR	21 966	1 429 986,60	0,10
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	723 818	2 006 423,50	0,15
QIAGEN	EUR	118 127	5 077 098,46	0,36
STELLANTIS NV	EUR	380 286	4 666 869,79	0,34
TOTAL PAYS-BAS			22 716 199,05	1,63
SUISSE				
STMICROELECTRONICS NV	EUR	138 020	4 451 145,00	0,32
TOTAL SUISSE			4 451 145,00	0,32
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			584 294 004,54	41,82
TOTAL Actions et valeurs assimilées			584 294 004,54	41,82
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
AMUNDI ACTIONS FRANCE ISR Z D	EUR	1 049,365	103 501 671,75	7,41
AMUNDI EQUITY EURO CONSERVATIVE PART Z D	EUR	398,022	40 280 622,44	2,89
AMUNDI EURO LIQUIDITY SHORT TERM SRI Z	EUR	134	13 335 940,95	0,96
AMUNDI FRANCE ENGAGEMENT Z (D)	EUR	1 531,757	130 755 265,57	9,36
AMUNDI SERENITE PEA PEA I-C	EUR	85,445	934 329,22	0,06
BFT FRANCE EMPLOI ISR Part MS-C	EUR	56	5 105 186,24	0,36
BFT FRANCE FUTUR PART Z-D	EUR	401,211	30 793 806,85	2,20
CPR Actions Euro Restructurations Z-D	EUR	448,8	40 106 949,17	2,87
CPR ACTIONS FRANCE ESG part Z-D	EUR	336,162	31 072 650,40	2,22
CPR EURO HIGH DIVIDEND Z-D	EUR	202,236	13 830 964,53	0,99
TOTAL FRANCE			409 717 387,12	29,32
LUXEMBOURG				
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY DYNAMIC MULTI FACTORS QX EUR C	EUR	67 714,972	69 587 968,13	4,98
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY RISK PARITY I EUR AD D	EUR	58 539,277	62 114 270,65	4,44
AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY Z EUR AD D	EUR	114 290,875	117 053 285,45	8,38
TOTAL LUXEMBOURG			248 755 524,23	17,80
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			658 472 911,35	47,12
TOTAL Organismes de placement collectif			658 472 911,35	47,12
Titres reçus en garantie				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
AMAZON.COM INC	USD	22 618	2 608 925,64	0,19
ANHEUSER BUSCH INBEV SA/NV	EUR	539 954	25 240 149,73	1,81
BANCO SANTANDER S.A.	EUR	576 124	1 381 257,30	0,10
BNP PARIBAS	EUR	43 100	1 879 375,50	0,13
CELLNEX TELECOM SA	EUR	250 748	7 971 278,92	0,58
CONTINENTAL AG	EUR	3 518	161 652,10	0,01
E.ON AG NOM.	EUR	8 669	68 450,42	

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ORSTED	DKK	28 309	2 312 935,67	0,17
RENAULT SA	EUR	23 400	654 498,00	0,04
RWE AG	EUR	23 237	878 126,23	0,06
RYANAIR HOLDINGS PLC	EUR	190 745	1 999 007,60	0,14
SIEMENS AG-REG	EUR	5 201	526 341,20	0,04
SOCIETE GENERALE SA	EUR	495 334	10 112 243,61	0,72
SONOVA HOLDING NOM.	CHF	1 918	437 627,05	0,03
VAT GROUP SA	CHF	9 900	2 092 532,67	0,15
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			58 324 401,64	4,17
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
AUSTRIA GOVERNMENT BOND 0.0% 20-02-31	EUR	259 000	207 370,94	0,02
BELGIQUE 3.75% 22/06/2045	EUR	307 897,62	342 141,68	0,03
BUNDESSCHATZANWEISUNGEN 0.0% 10-03-23	EUR	1 317 782	1 311 977,17	0,09
FRANCE 1.75% 25-11-24	EUR	3 400 000	3 437 077,23	0,24
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 1.25% 25-05-34	EUR	4 434 117	3 760 856,47	0,27
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 3.5% 25-04-26	EUR	2 343 981	2 491 254,93	0,18
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.1% 01-03-25	EUR	1 400 000	1 596 087,96	0,11
GERMANY 0.1% 15-04-23 IND	EUR	450 022	554 582,91	0,04
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			13 701 349,29	0,98
TOTAL Titres reçus en garantie			72 025 750,93	5,16
Dettes représentatives des titres reçus en garantie			-72 025 750,93	-5,16
Créance représentative de titres prêtés				
ALLEMAGNE				
BMW VZ	EUR	22 291	1 491 267,90	0,10
DEUTSCHE BOERSE AG	EUR	8 000	1 346 000,00	0,10
PUMA SE	EUR	8 000	383 760,00	0,03
SARTORIUS PRIV.	EUR	7 385	2 637 183,50	0,19
TOTAL ALLEMAGNE			5 858 211,40	0,42
BELGIQUE				
SOLVAY	EUR	3 030	241 309,20	0,02
TOTAL BELGIQUE			241 309,20	0,02
ESPAGNE				
CELLNEX TELECOM SA	EUR	35 000	1 112 650,00	0,08
NATURGY ENERGY GROUP SDG-E	EUR	108 464	2 573 850,72	0,18
TOTAL ESPAGNE			3 686 500,72	0,26
FINLANDE				
KESKO OYJ B	EUR	9 360	179 197,20	0,01
TOTAL FINLANDE			179 197,20	0,01
FRANCE				
AEROPORTS DE PARIS	EUR	15 232	1 812 608,00	0,13
AIRBUS SE	EUR	41 100	3 653 379,00	0,27
AIR LIQUIDE	EUR	3 207	377 014,92	0,03

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ALD SA	EUR	39 196	370 794,16	0,03
ALSTOM	EUR	23 043	385 855,05	0,03
ALTEN	EUR	5 019	570 660,30	0,05
ATOS SE	EUR	28 691	234 118,56	0,02
AXA	EUR	8 131	182 744,23	0,01
BIOMERIEUX	EUR	3 758	305 901,20	0,03
BNP PARIBAS	EUR	32 000	1 395 360,00	0,10
BOUYGUES	EUR	2 811	75 475,35	
CARREFOUR	EUR	93 103	1 323 459,16	0,09
DANONE	EUR	56 203	2 729 779,71	0,20
EDENRED	EUR	81 119	3 841 795,84	0,27
ELIS	EUR	85 640	889 799,60	0,06
ENGIE	EUR	268 111	3 174 970,45	0,23
ERAMET	EUR	3 000	244 200,00	0,02
ESSILORLUXOTTICA	EUR	66 559	9 341 555,65	0,66
EURAZEO	EUR	6 701	360 848,85	0,02
GETLINK SE	EUR	20 259	322 219,40	0,03
GROUPE FNAC	EUR	25 956	737 150,40	0,06
IMERYS EX IMETAL	EUR	32 659	1 014 388,54	0,07
IPSEN	EUR	4 000	379 600,00	0,03
KLEPIERRE	EUR	185 251	3 315 992,90	0,24
L'OREAL	EUR	5 500	1 816 375,00	0,13
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	38 916	23 754 326,40	1,70
M6 METROPOLE TELEVISION	EUR	34 992	433 550,88	0,03
MAISONS DU MONDE	EUR	31 961	258 724,30	0,02
MERCIALYS	EUR	163 479	1 267 779,65	0,09
NEOEN SA	EUR	4 500	154 530,00	0,01
NEXANS SA	EUR	2 643	242 891,70	0,01
NEXITY	EUR	62 921	1 313 790,48	0,10
ORANGE	EUR	30	277,44	
PERNOD RICARD	EUR	47 556	8 980 950,60	0,64
PLASTIC OMNIUM	EUR	9 591	129 670,32	0,01
PUBLICIS GROUPE SA	EUR	2 000	97 800,00	0,01
REMY COINTREAU	EUR	2 761	471 854,90	0,03
RENAULT SA	EUR	17 955	502 201,35	0,04
REXEL	EUR	140 167	2 169 785,16	0,16
SANOFI	EUR	140 900	11 046 560,00	0,79
SARTORIUS STEDIM BIOTECH	EUR	939	297 756,90	0,02
SCHNEIDER ELECTRIC SA	EUR	65 000	7 601 100,00	0,54
SCOR SE	EUR	60 064	892 851,36	0,06
SEB	EUR	9 559	618 467,30	0,05
SOCIETE BIC	EUR	10 998	713 770,20	0,05
TF1 - TELEVISION FRANCAISE 1 SA	EUR	457 118	2 694 710,65	0,19
TOTALENERGIES SE	EUR	23 000	1 110 325,00	0,08

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD	EUR	11 335	486 101,48	0,03
VALEO SA	EUR	47 056	735 485,28	0,05
VALLOUREC	EUR	94 043	931 589,95	0,06
VEOLIA ENVIRONNEMENT	EUR	22 916	451 674,36	0,03
VINCI (EX SGE)	EUR	9 000	748 530,00	0,05
TOTAL FRANCE			106 963 101,93	7,66
IRLANDE				
CRH PLC	EUR	2 492	82 410,44	
TOTAL IRLANDE			82 410,44	
ITALIE				
INFR WIRE ITAL SPA	EUR	75 493	677 172,21	0,05
MEDIOBANCA SPA	EUR	39 470	318 128,20	0,02
NEXI SPA	EUR	429 627	3 583 948,43	0,26
SNAM	EUR	331 809	1 375 680,12	0,10
TOTAL ITALIE			5 954 928,96	0,43
LUXEMBOURG				
APERAM	EUR	4 300	104 963,00	0,01
ARCELORMITTAL	EUR	28 412	587 133,99	0,04
SES	EUR	1 000	5 618,00	
TENARIS SA	EUR	341 822	4 534 268,86	0,33
TOTAL LUXEMBOURG			5 231 983,85	0,38
PAYS-BAS				
ADYEN NV	EUR	3 416	4 446 948,80	0,32
AEGON	EUR	140 000	574 280,00	0,04
ASM INTERNATIONAL N.V.	EUR	1 000	233 750,00	0,02
CNH INDUSTRIAL NV	EUR	131 370	1 527 833,10	0,11
KONINKLIJKE KPN NV	EUR	916 415	2 540 302,38	0,18
STELLANTIS NV	EUR	504 725	6 193 985,20	0,44
TOTAL PAYS-BAS			15 517 099,48	1,11
TOTAL Créance représentative de titres prêtés			143 714 743,18	10,29
Indemnités sur titres prêtés			36 025,40	
Indemnités sur titres empruntés			-39,29	
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
CAC 40 FUT 1022	EUR	1 310	-7 617 215,00	-0,55
DAX 30 IND FU 1222	EUR	-174	5 141 700,00	0,37
MEFF IBEX35 E 1022	EUR	-138	1 161 063,00	0,09
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-1 314 452,00	-0,09
TOTAL Engagements à terme fermes			-1 314 452,00	-0,09
TOTAL Instruments financier à terme			-1 314 452,00	-0,09
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	EUR	1 311 842	1 311 842,00	0,09
TOTAL Appel de marge			1 311 842,00	0,09

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Créances			14 537 972,64	1,04
Dettes			-73 619 710,76	-5,27
Comptes financiers			69 812 764,62	5,00
Actif net			1 397 246 061,68	100,00

Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D	EUR	2 542 573,274	175,53
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE PM-C	EUR	2,000	101,50
Parts AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE C	EUR	2 769 294,961	343,38

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Complément d'information relatif au régime fiscal du coupon

Décomposition du coupon : Part AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE D

	NET GLOBAL	DEVISE	NET UNITAIRE	DEVISE
Revenus soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	2 542 573,27	EUR	1,00	EUR
Actions ouvrant droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire	14 289 261,80	EUR	5,62	EUR
Autres revenus n'ouvrant pas droit à abattement et soumis à un prélèvement à la source obligatoire non libératoire				
Revenus non déclarables et non imposables				
Montant des sommes distribuées sur les plus et moins-values				
TOTAL	16 831 835,07	EUR	6,62	EUR

OPCVM AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Annexe(s)

Caractéristiques principales du fonds

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE

Codes ISIN : (C) FR0010093716, (D) FR0010106864

OPCVM de droit français géré par Amundi Asset Management, société de Amundi

Objectifs et politique d'investissement

Classification AMF ("Autorité des Marchés Financiers") : Actions de pays de la zone euro

En souscrivant à AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE, vous investissez principalement dans des OPC et/ou des actions d'entreprises françaises. Des produits monétaires et obligataires pourront également être sélectionnés.

L'objectif est de réaliser à moyen terme une performance supérieure à celle de son indice de référence le SBF 120 (dividendes réinvestis), représentatif du marché des actions françaises, après prise en compte des frais courants.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion sélectionne des titres vifs et/ou des OPC mettant en oeuvre des stratégies d'investissement complémentaires dans le but de diversifier les sources de performances potentielles et de réduire la concentration des risques.

Après avoir établi un scénario boursier en s'appuyant sur les analyses internes à la société de gestion, l'équipe de gestion sélectionne les OPC présentant les meilleures opportunités en termes de potentiel de performance. Les OPC sélectionnés sont gérés selon une approche purement fondamentale (analyse approfondie des caractéristiques des entreprises) et/ou selon une approche par les risques (mesure de risques). L'équipe de gestion cherchera donc à construire un portefeuille composé principalement d'OPC de gestion active et d'actions disposant d'un potentiel de performance qui est fonction du niveau de risque calibré par le scénario boursier.

Le fonds pourra être exposé au minimum 60% en de son actif net en actions françaises. Les actions sont émises par des sociétés de toutes capitalisations et sans restriction de secteurs.

Le fonds pourra également être composé d'obligations publiques et privées de la zone euro sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la société de gestion. Pour cette sélection, la gestion ne s'appuie ni exclusivement ni mécaniquement sur les notations des agences. La gestion pourra recourir à des titres ayant une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de Standard & Poors et Fitch ou de Aaa à Baa3 selon Moody's ou jugées équivalentes selon la société de gestion.

Le fonds pourra conclure des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres. Des instruments financiers à terme pourront également être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition et/ou d'arbitrage et/ou afin de générer une surexposition pouvant porter l'exposition au-delà de l'actif net du fonds.

AMUNDI STRATEGIES ACTIONS FRANCE est éligible au PEA.

L'OPC est géré activement en investissant essentiellement dans des OPC de gestion active. Par construction, les paris spécifiques propres à chaque OPC sous-jacent peuvent être atténués par la diversification des stratégies. Il en ressort que le fonds est plus proche de son indicateur de référence que les OPC dans lesquels il investit. Ainsi la proximité attendue avec l'indicateur de référence n'est pas la conséquence d'une contrainte de gestion, mais de processus d'investissement visant à la diversification des risques.

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

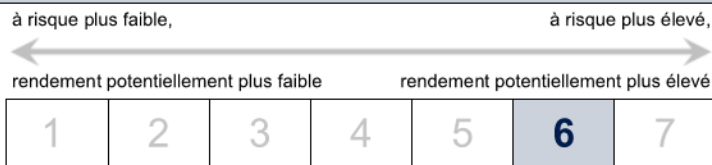
Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées du fonds sont systématiquement réinvestis chaque année pour la part C créée le 23 septembre 2004. Le résultat net du fonds est intégralement redistribué chaque année et les plus-values nettes réalisées du fonds sont réinvesties ou redistribuées chaque année sur décision de la société de gestion pour la part D créée le 23 septembre 2004.

Vous pouvez demander le remboursement de vos parts chaque jour, les opérations de rachat sont exécutées de façon quotidienne.

Recommandation : ce fonds pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de ce FCP reflète principalement le risque du marché des actions françaises sur lequel il est investi.

Les données historiques utilisées pour le calcul de l'indicateur de risque numérique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur de l'OPCVM.

La catégorie de risque associée à ce fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans l'indicateur sont :

- Risque de crédit : il représente le risque de dégradation soudaine de la qualité de signature d'un émetteur ou celui de sa défaillance.
- Risque de contrepartie : il représente le risque de défaillance d'un intervenant de marché l'empêchant d'honorer ses engagements vis-à-vis de votre portefeuille.
- L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de votre portefeuille.

Amundi Asset Management, Société par actions Simplifiée - SAS au capital de 1 086 262 605 €.
Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.
Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France - 437 574 452 RCS Paris - www.amundi.com

Amundi
ASSET MANAGEMENT